

3 Troisième partie L'Algérie et la France

3.5 L'Achèvement de la Pacification Voir carte sur le site

La fin de la lutte contre Abd el Kader marquait la principale étape de la pacification en Algérie. Elle ne sauva pas plus la monarchie de juillet que la prise d'Alger n'avait sauvé



Un des premiers colons algériens : A. de Vialar.

Charles X. Du moins était-ce un magnifique héritage que le Roi des Français laissait sur la terre d'Afrique à la Seconde République. Il s'étendait du Maroc à la Tunisie, de la Méditerranée au Sahara. Aucun homme, aucun chef n'était capable de reprendre à son compte l'impossible rêve d'Abd el Kader. A la poursuite de celui-ci les colonnes françaises avaient montré leurs drapeaux et pacifié les populations, même dans les vieux môles de résistance comme l'Ouarensenis, l'Aurès, le Djebel-Amour. Elles étaient allées jusqu'à Laghouat et jusqu'à Biskra. La mise en valeur, la colonisation, avaient commencé, grâce aux efforts des autorités joints à ceux des particuliers, au premier rang desquels il faut citer le baron de Vialar.

Il restait cependant une lourde tâche à remplir. La Kabylie n'avait pas cédé aux sollicitations d'Abd el Kader. La soumission de celui-ci ne l'affectait pas ; et les Kabyles n'étaient pas disposés à reconnaître les autorités françaises. Dans le sud, le contact avec les grands nomades était à peine pris, il fallait établir la sécurité de la rive septentrionale de la mer saharienne.

Une première solution fut obtenue des deux côtés moins de dix ans après la soumission d'Abd el Kader. Elle fut remise en question, d'abord dans le sud (1864), puis en Kabylie (1871). Sur ce dernier point un effort intense permit une pacification rapide. Dans le sud il fallut guerroyer jusque dans les premières années du XXème siècle.

La question se posa des deux côtés simultanément et clans des conditions analogues : soulèvements locaux provoqués par des agitateurs qui couvraient d'un prétexte religieux leur désir de pillage. En 1849 Bou Zian, dans le Sud, Bou Baghla, en Kabylie, forcent les Français soit à agir, soit à envisager une action sérieuse.

Dans le sud ce fut l'affaire de Zaatcha, pénible et coûteuse. Après un premier assaut infructueux le 20 octobre 1849, des renforts furent envoyés et permirent de prendre le Ksar. Les pertes françaises s'élevaient à 1.500 tués et blessés. Affaire purement épisodique d'ailleurs, malgré son caractère meurtrier, et qui n'empêcha pas l'agitation de se poursuivre. Elle atteignit un certain développement en 1852.

Un chérif, qui avait fait parler de lui dans les dernières années de la lutte contre Abd el Kader, Mohammed ben Abdallah, s'était mis à prêcher la guerre sainte parmi les populations sahariennes rassemblées autour de lui. Ses partisans mirent la main sur Laghouat. De ce point, où il vint lui-même s'installer, il tenta d'entraîner les tribus de l'Atlas et des Hauts-plateaux. Il fallut, pour le réduire, l'action combinée des deux colonnes Pélissier et Yusuf, qui s'emparèrent de Laghouat le 4 décembre 1852, tandis que leur mouvement était couvert à distance par Mac-Mahon dans la région de Biskra.

Mohammed ne s'avoua pas battu et reparut quelques mois plus tard dans le Mzab. Le général Randon, gouverneur général, mettant en oeuvre une politique qui a toujours donné des résultats, s'entendit pour le réduire avec les Oulad-Sidi-Cheïkh, et avec leur chef Si Hamza. Les forces indigènes de celui-ci appuyées en profondeur par les colonnes françaises se mirent à la poursuite du Chérif, qui fut battu à Ngouça, et s'emparèrent d'Ouargla. En 1854 : l'intervention d'un allié de Mohammed amena une campagne sur l'Oued Rhir et l'entrée des troupes françaises à Touggourt (29 novembre) et dans le Souf. La pénétration vers le sud fut momentanément arrêtée : Si Hamza exerçait le commandement dans la région de Géryville et Ouargla et resta fidèle à l'amitié française.

En Kabylie, à la suite des troubles de 1849, le gouverneur général d'Hautpoul avait demandé à Paris l'autorisation d'occuper le massif. Le gouvernement s'en tint aux demi-mesures et n'admit qu'une campagne en Petite Kabylie. De mai à juillet 1851, Saint-Arnaud promena ses troupes entre Mila et Djidjelli : le résultat final ne pouvait être atteint de cette façon.

Nommé gouverneur général, Randon, dont on a vu l'heureuse action dans le Sud, résolut de régler la question suivant un plan méthodique. Il porta d'abord son effort sur les communications, procéda toujours fécond : construction des deux

routes Bougie-Alger-Dellys, et Aumale-Sétif-Bougie. Mais il entra en rivalité avec Saint-Arnaud et ce dissentiment empêcha de régler d'un coup le problème ; encore une fois Paris n'admit qu'une opération partielle, une nouvelle campagne en Petite Kabylie. Menée par Randon lui-même avec les divisions Mac-Mahon et Bosquet, elle aboutit du moins à la pacification de la région située entre Djidjelli, Collo, Constantine et Sétif. Ce premier succès eût permis à Randon d'achever son oeuvre, si les circonstances n'étaient venues encore se mettre à la traverse. Cette fois, il fut arrêté par les prélèvements opérés sur les troupes d'Algérie pour l'expédition de Crimée. Il ne resta pas inactif, mais il ne put donner à ses opérations l'envergure nécessaire.

A la suite d'un soulèvement contre l'Agha du Sébaou (1854) Randon exécuta une reconnaissance en force qui mena les troupes françaises jusqu'au territoire des Beni Yahia : les tribus durent payer une contribution de guerre. Mais l'action de présence ne put être exercée : nos troupes se retirèrent ; l'agitation reprit. Le poste de Tizi-Ouzou fut attaqué. Une opération vers Dra el Mizan (1856) fut, naturellement, encore insuffisante pour amener la solution.

Enfin, en 1857, Randon put exécuter la campagne qu'il préparait depuis si longtemps. Laissant un détachement à la surveillance du Djurdjura, Randon lança trois colonnes dans



Le général Randon en Kabylie (1857), d'après Devilly.

les montagnes Kabyles. L'opération commença le 24 mai. Elle atteignit d'abord les Beni Raten : partant de Tizi-Ouzou, les troupes françaises occupèrent le plateau de Soukh et Arba : les Beni Raten entrèrent en pourparlers. Fidèle à sa méthode, Randon fit construire une route assurant les communications

avec Tizi-Ouzou. Et dès le 14 juin avait lieu la pose de la première pierre du Fort Napoléon (Fort National).

La campagne fut reprise quelques jours plus tard : prise d'Icheriden par Mac-Mahon (24 juin) mettant hors de cause les Beni Menguellet, combats d'Ait Hassen et de Taourirt Mimoun, qui amenèrent la soumission des Beni Yenni. La campagne s'acheva le 11 juillet dans le Djurdjura par la capture de la maraboute Lalla Fatma. Randon, parfaitement au courant du caractère et des mœurs des Kabyles, leur laissa leurs institutions particulières et une large autonomie municipale. La pacification semblait complète.

Une première crise se produisit cependant dans le sud en 1864. L'accord avec Si Hamza avait permis de prendre contact avec les Sahariens (voyage de Duveyrier chez les Touareg, accord avec les Adjer en 1862). En mars 1864, Si Sliman, deuxième successeur de Si Hamza, rejeta la fidélité à la France à la suite de blessures d'amour-propre (il n'avait reçu que le titre de bachagha, au lieu de celui de khalifa qu'avait eu Si Hamza). Le 8 avril, le commandant supérieur de Tiaret, le colonel Beauprêtre, qui marchait contre les insurgés, fut surpris et massacré avec sa colonne. Si Sliman resta lui-même sur le terrain du combat.

Son frère, Si Mohammed, qui le remplaça, profita de l'émotion causée par la catastrophe de la colonne Beauprêtre et réussit en quelques jours à déclencher un vaste mouvement du Djebel Amour au Tittery. Les troupes françaises parvinrent à empêcher les insurgés de prendre pied dans les Hauts-Plateaux. Mais l'importante tribu des Flitta, entre le Chelif et Tiaret, se souleva à la voix du marabout Sidi-Lazreg ; les tribus du Dahra s'agitèrent. En dépit de l'affaiblissement des effectifs (expédition du Mexique), le général Martimprey, gouverneur général par intérim, à la suite du décès du maréchal Pélissier, prit la direction des opérations avec énergie. A la suite d'un combat où leur chef fut tué, les Flitta se soumirent à la fin de juin, et le calme se rétablit dans le Djebel-Amour et le Tittety.

La situation resta longtemps troublée en Oranie. De ce côté, Si Mohammed tint la campagne jusqu'à sa mort (4 février 1865). Il aurait fallu atteindre la région de Figuig, le Maroc, où les rebelles trouvaient un refuge. Le gouvernement français s'opposa à ce mouvement. Pendant plusieurs années on dut rester sur le qui-vive, en s'opposant aux razzias des pillards sans pouvoir trancher dans le vif. Cependant, en juillet 1870, une attaque contre les Hamyan, fit autoriser le général Wimpfen à agir contre les Zegdou (Oulad Djerir, Beni Guil, Doui Menia) : son succès fut complet. Il fut malheureusement temporaire, et l'agitation continua. Elle ne devait cesser que lorsque la pénétration saharienne eut porté ses fruits : c'est un sujet qui vaut d'être étudié pour lui-même.

Plus brève, mais aussi plus grave et plus meurtrière, fut, en 1871, l'insurrection de la Kabylie. La guerre franco-allemande avait amené une nouvelle et très profonde baisse des effectifs, et nos défaites un redoutable affaiblissement du prestige français. Avec une extraordinaire légèreté le gouvernement de la Défense Nationale choisit ce moment pour introduire des modifications sérieuses dans le système administratif de l'Algérie : substitution du régime civil au régime militaire, naturalisation en bloc des israélites en vertu du décret Crémieux. On

inquiétait à la fois les chefs indigènes jaloux de leur autorité, et la masse des musulmans.

L'agitation alla s'amplifiant, et, à cause du manque de troupes, aboutit à une véritable insurrection. Elle fut menée par un descendant d'une famille illustre, Moqrani, BachAgha de la Medjana, et prit un caractère religieux du fait de l'alliance qu'il conclut avec le cheikh Haddad, chef de la confrérie des Rahmanyia. Moqrani commença par adresser une déclaration de guerre en forme au général commandant la subdivision de Sétif (14 mars 1871) et par mettre le siège devant le poste de Bou Arreridj. Peu après, les Rahmanyia étaient appelés à la guerre sainte par le cheikh Haddad (8 avril).

La guerre sainte prit la forme du pillage : les villages et les fermes isolés furent dévastés, les villes bloquées. C'est-à-dire, car le mot blocus évoquerait des visions militaires inexactes, que les communications furent interceptées. Dellys, Bougie ne purent plus trafiquer avec les environs ; des postes même, comme Fort-National, se trouvèrent coupés du reste du pays. Souvenir des années de naguère : la Mitidja fut envahie.

En quelques jours, 150.000 Kabyles avaient pris les armes. Ils furent arrêtés dans leur marche sur Alger au village de

l'Alma (22 avril). Mais l'insurrection gagnait. Tandis que Moqrani était vers Aumale, toute la Grande Kabylie était soulevée ; le mouvement s'étendait aux tribus du Hodna, puis aux Beni Menacer, entre Cherchell et Miliana.

Le gouvernement français, qui avait pourtant à faire face en même temps à la Commune de Paris, put envoyer des troupes en Algérie avec un gouverneur général clairvoyant et décidé, l'amiral de Gueydon. Dès le 5 mai, Moqrani fut tué dans un combat sur l'Oued Soufflat, et son frère Bou Mezrag vit bientôt le plus grand nombre de ses partisans le quitter. La contre-offensive s'organisa en mai et juin, Tizi-Ouzou, Dellys, Dra el Mizan furent délivrés. Les derniers champions de la résistance furent battus à Icheriden. Haddad et ses fils se soumirent le 13 juillet. Bou Mezrag se réfugia dans le sud et ne fut capturé qu'en janvier 1872.

L'insurrection avait trouvé à son début des circonstances favorables, mais l'oeuvre accomplie depuis quarante ans avait déjà porté ses fruits : le mouvement resta presque entièrement localisé dans la province de Constantine. Dans celle d'Alger, il n'eut que peu de succès et n'en eut pas du tout dans celle d'Oran.
